

Biographie



Zeid Ra'ad Al Hussein a pris ses fonctions de Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme le 1er septembre 2014, suite à l'approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 16 juin 2014, de sa nomination par le Secrétaire général de l'ONU. Il est le septième titulaire de ce poste de plus haut dirigeant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et le premier asiatique, le premier musulman et le premier arabe à l'occuper.

Vieux routier de la diplomatie multilatérale, Zeid a été auparavant Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'ONU à New York, poste qu'il a occupé de septembre 2010 à juillet 2014, ainsi que de 2000 à 2007. De 2007 à 2010, il a été Ambassadeur de Jordanie aux États-Unis d'Amérique. De 1996 à 2000, il a été Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès de l'ONU, avec rang d'ambassadeur. En janvier 2014, il a assuré la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU et présidé les comités 1533 et 1521 du Conseil de sécurité chargés de surveiller l'application des régimes de sanctions concernant, respectivement, la République démocratique du Congo et le Libéria.

L'expérience professionnelle de Zeid atteste que la justice pénale internationale, le droit international, les opérations de maintien de la paix de l'ONU, les opérations de consolidation de la paix après un conflit, le développement international et la lutte contre le terrorisme nucléaire lui sont de longue date familiers. Il a joué un rôle central dans la mise en place de la Cour pénale internationale, en présidant les négociations complexes relatives aux éléments du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. Dans le monde entier, des tribunaux invoquent désormais comme faisant autorité la définition de «crimes contre l'humanité» affinée par les «éléments».

Lorsque l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale a élu son président à sa première session, en septembre 2002, c'est Zeid qu'elle a choisi. À cette époque, la Cour n'en était qu'à l'état d'ébauche sur le papier et au cours des trois années qui ont suivi Zeid a supervisé l'élection des 18 premiers juges, joué un rôle de médiation dans la sélection du premier président de la Cour et dirigé les efforts qui ont abouti à la nomination du premier procureur de la Cour – jetant les bases d'une institution apte à s'acquitter de sa fonction en dépit de sévères contraintes budgétaires et des critiques contre la Cour formulées par plusieurs nations prépondérantes.

Ultérieurement, en 2009, Zeid a été prié de présider les ultimes étapes des épineuses négociations relatives au crime d'agression – qualifié de «crime international suprême» par le Tribunal militaire international de Nuremberg – portant en particulier sur sa définition juridique et sur les conditions d'exercice par la Cour de sa compétence à l'égard de ce crime. Ces négociations ont été menées à bon terme et ont débouché sur un consensus à Kampala (Ouganda), en juin 2010.

En 2004, le Gouvernement de son pays, la Jordanie, a nommé Zeid pour le représenter et diriger sa délégation auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'édification par Israël d'un mur dans le territoire palestinien occupé. Il a également représenté la Jordanie devant la Cour internationale de Justice en décembre 2009 dans la procédure de demande d'avis consultatif sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Zeid a en outre représenté la Jordanie dans le domaine de la sécurité nucléaire dans le prolongement du Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire, organisé en avril 2010, qui a donné le coup d'envoi à un effort international concerté tendant à conjurer la menace du terrorisme nucléaire. Dans ce contexte, il a été à la pointe des travaux relatifs à l'une des questions clés abordées lors du sommet: la mise en place d'équipes de lutte contre la contrebande de matières nucléaires.

Zeid a une vaste connaissance des opérations de maintien de la paix. De février 1994 à février 1996, il a été affecté comme spécialiste des affaires politiques à la FORPRONU, en ex-Yougoslavie. En 2004, suite à des allégations imputant des violations généralisées à des membres d'opérations de maintien de la paix de l'ONU, il a été nommé Conseiller du Secrétaire général sur la question de l'exploitation et des abus sexuels. Dans son rapport, rendu en 2005, Zeid a été le premier à présenter une stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les abus sexuels dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, rapport que des experts ont jugé «révolutionnaire». En 2012, Zeid a été l'un des cinq experts désignés par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour siéger dans son «Groupe consultatif de haut niveau» sur la question des taux de remboursement des pays contributeurs de troupes pour le maintien de la paix.

Il a également présidé le Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et a été à la tête des efforts déployés en vue de définir une orientation stratégique renforcée pour le Fonds (2004-2007).

Zeid est titulaire d'une licence de l'Université Johns Hopkins et d'un doctorat en philosophie de l'Université de Cambridge (Christ College). Le 14 juin 2008, le Southern California Institute of Law lui a remis un doctorat en droit *honoris causa* pour son travail dans le domaine de la justice internationale. En 1989, il a été nommé officier dans la Police du désert jordanienne (héritière de la Légion arabe) et a servi dans ce corps jusqu'en 1994.

Zeid a été membre du comité consultatif de l'«Institute for Historical Justice and Reconciliation», basé à La Haye. Il a en outre siégé aux conseils consultatifs internationaux des institutions suivantes: «The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation», «International Peace Institute» et «Security Council Report». Il a été membre honoraire du conseil consultatif du «Center for Global Affairs» de l'Université de New York, membre du comité consultatif international de l'«International Center for Ethics, Justice and Public Life» à l'Université Brandeis et membre du comité consultatif de la Krieger School of Arts and

Sciences de l'Université Johns Hopkins. Il a aussi été membre du Conseil consultatif de la Banque mondiale pour l'édition 2011 du Rapport sur le développement dans le monde.

Il est marié à la princesse Sarah Zeid; ils ont deux filles et un fils.